



Secrétariat National aux Etudes

10 rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. 01 45 56 77 87
Fax : 01 47 05 28 58

Parti Socialiste

19/01/04

www.parti-socialiste.fr

L'UDF

- Un parti dans la majorité de droite

L'UDF est membre, à part entière de la majorité parlementaire en place. Cette situation résulte des élections législatives de juin 2002, qui se sont traduites par des accords de soutien et de désistement réciproque, entre l'UDF et l'UMP.

L'UDF est représentée au Gouvernement, en la personne, notamment de Gilles de Robien, Ministre chargé des transports.

L'UDF et l'UMP disposent actuellement de nombreuses candidatures communes aux élections cantonales, dès le premier tour de scrutin. Les accords de désistement pour le second tour ne font aucun doute.

Il existe également des listes communes UDF-UMP pour les élections régionales. Le dernier accord conclu en région Rhône-Alpes, donnant la primauté à l'UDF illustre cette réalité.

La solidarité de gestion entre l'UMP et l'UDF est une constante, aux plans, municipal, départemental et régional, et ce depuis de longues années.

En outre, le soutien de l'UDF à l'UMP et au gouvernement Raffarin, au Parlement, a rarement fait défaut, depuis juin 2002.

- Une solidarité sur l'essentiel

Ainsi, l'UDF a voté, sans état d'âme particulier, le collectif budgétaire de l'été 2002, et le budget 2003 (19 novembre 2002). Elle a, de cette manière, cautionné le réglage macro-économique initial du gouvernement Raffarin, privilégiant l'offre, négligeant la demande, et affaiblissant le monde du travail. C'est cette logique économique qui explique, aujourd'hui,

pour une large part, une croissance de l'ordre de 0,2 % pour l'année 2003, et une progression du chômage d'environ 200 000 demandeurs d'emploi.

L'UDF a également adopté, sans sourciller, à cette époque –2^{ème} semestre 2002- la baisse de l'impôt sur le revenu, la réduction des crédits de l'éducation nationale et de la recherche, la fin programmée des emplois jeunes, les exonérations massives des cotisations sociales patronales, sans contrepartie, et sans garantie d'embauches. L'UDF paraît dans ces conditions, bien mal placée pour stigmatiser l'explosion des déficits publics, ou les mauvais résultats économiques et sociaux. Elle a cautionné et participé à tous les choix qui ont conduit à cet échec.

Elle a également, finalement, adopté, sans réserve particulière, les deux lois de financement de la sécurité sociale, 2003 et 2004 (4 novembre 2003), cautionnant ainsi la fin de la maîtrise médicalisée des dépenses, sans aucune contrepartie, puis les mesures de déremboursement de médicaments et d'augmentation de 22 % du forfait hospitalier.

- Des conceptions ultra-conservatrices

Mais l'UDF a été parfois bien au-delà dans le soutien, l'accompagnement et la solidarité au gouvernement Raffarin. Il faut bien voir en effet, que parmi les députés et sénateurs demeurés à l'UDF après la constitution de l'UMP, une bonne part appartenait à Démocratie Libérale d'A. Madelin.

Dans le domaine social, elle s'est simplement abstenue sur la révision à la baisse de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, mais s'est prononcée pour le « dé tricotage » de la loi de modernisation sociale et donc en faveur d'un véritable feu vert aux licenciements financiers et boursiers.

Elle a revendiqué un assouplissement encore plus systématique et plus échevelé des 35 heures, par la voix de ses principaux porte-paroles et notamment Hervé Morin, Président du groupe parlementaire UDF.

Elle a voté, sans précaution, la réforme du RMI-RMA (25 novembre 2003), qui fait supporter aux départements tout le poids financier de l'opération et introduit surtout une logique de dérogation au code du travail, et à terme une remise en cause du SMIC.

L'UDF a naturellement soutenu avec constance l'action du gouvernement dans le domaine des retraites (3 juillet 2003 et 24 juillet 2003). Rappelons que le dispositif Fillon n'est pas financé et ouvre par conséquent la voie aux fonds de pension ; qu'il prévoit l'allongement de cotisations

pour tous et donc la baisse du taux de remplacement pour tous ; qu'il a tout simplement négligé l'avis et les propositions des partenaires sociaux les plus représentatifs des salariés.

Le parti de M. François Bayrou est, par ailleurs, un partisan déterminé, de la méthode autoritaire pour limiter le droit de grève ; ses propositions exprimées en particulier par le député Christian Blanc, vont bien au-delà des positions gouvernementales actuelles. Enfin, notons, avec inquiétude, le silence absolu de cette formation politique à propos du projet Fillon de mise en place du contrat de projet, dispositif destiné à banaliser la précarité et à marginaliser le Contrat à Durée Indéterminée.

Dans le domaine des services publics, l'UDF affiche résolument ses conceptions libérales. Elle a soutenu de ses votes au Parlement, les perspectives de privatisation d'Air France (18 mars 2003) et du secteur énergétique (17 décembre 2002). Elle n'a jamais émis les moindres réserves quand il s'est agi d'adopter les lois Raffarin de décentralisation (21 novembre 2002 et 14 décembre 2002) qui débouchent aujourd'hui sur l'aggravation des inégalités sociales et territoriales et l'affaiblissement des services publics locaux.

Pour faire bonne mesure, n'oublions pas le soutien appuyé à la réforme de l'ISF (6 février 2003), qui coûte au bas mot 400 millions d'euros à l'Etat chaque année, ainsi que celui accordé à la loi de sécurité intérieure (28 janvier 2003), dont les résultats statistiques sont pour le moins contestés et contrastés, sans parler des conséquences très préoccupantes au plan carcéral.

- Un positionnement tactique

Dans ces conditions, l'abstention très médiatique décidée à l'égard du projet de budget 2004, ne saurait faire illusion. D'ailleurs, cette attitude n'a conduit à aucun vote de censure, ni à la moindre présentation d'une démarche alternative.

En réalité, et à l'exception de quelques critiques d'opportunité –hausse de gazoil, suppression d'un jour férié–l'UDF partage pleinement le sens de la politique économique et sociale développée par l'UMP. **Les dirigeants et élus de l'UDF se montrent le plus souvent ultra-libéraux au plan économique et souvent réactionnaires dans le domaine social, contrairement au discours compassionnel qu'affiche F. Bayrou, leurs propositions de réduction du droit de grève ou de remise en cause des 35 heures en attestent.**

-

Une tradition bien ancrée

Ce comportement ne saurait surprendre : il s'inscrit dans la longue tradition d'une formation politique créée en février 1978 par V. Giscard d'Estaing et M. Poniatoski.

Prolongement historique du groupe des Républicains Indépendants de V. Giscard d'Estaing et M. Poniatoski et du CDS de J. Lecanuet, **cette formation a toujours siégé à droite de l'hémicycle et partagé les porte-feuilles ministériels avec le RPR puis l'UMP. Elle a toujours agi comme l'aile libérale-en particulier au plan économique- de la droite française**, avec des personnalités très conservatrices en son sein : J. Blanc, F. Léotard, J. Lecanuet et désormais F. Bayrou.

Ce dernier a figuré, en bonne place, dans les gouvernements Balladur et Juppé, en tant que Ministre de l'Education Nationale. C'est en cette qualité qu'il a participé, pendant 4 ans, de 1993 à 1997, à une action politique conduisant à 3 120 000 chômeurs, une croissance atone, et un déficit public à plus de 4 % du PIB.

C'est ainsi qu'il a cautionné sans état d'âme, le plan Juppé de novembre 1995. Il a également suscité la présence de plus d'un million de personnes dans la rue au début de l'année 1994, avec son projet de révision de la loi Faloux qui aurait entraîné la remise en cause explicite de la place de l'école publique. A noter qu'à cette époque, figurait parmi ses plus proches collaborateurs, X. Darcos, qui a été son directeur de cabinet à l'éducation nationale, membre du gouvernement Raffarin et candidat UMP en région Aquitaine : où sont aujourd'hui les différences !

- Au service d'une ambition présidentielle

Depuis la rentrée de septembre, l'UDF a décidé un positionnement tactique, susceptible de lui permettre de modifier un rapport de forces, aujourd'hui encore largement favorable à l'UMP au sein de la droite. **L'objectif consiste à tenter de marquer des points aux élections régionales. Il ne vise pas à créer une alternative au gouvernement Chirac-Raffarin, encore moins à battre la droite.** Bien au contraire, la volonté de tous les leaders de l'UDF est de contribuer à la défaite éventuelle de la gauche.

Le passé, les discours, les propositions de l'UDF ne laissent aucun doute à ce sujet. Il s'agit d'une formation politique, bien ancrée à droite, partisane d'un capitalisme libéral voire ultra-libéral pour nombre de ses élus, ayant de surcroît voté avec méthode et application contre la plupart des projets et des réformes conduits par la gauche de 1997 à 2002.

La démarche actuelle de ce parti de droite libérale se résume à une simple tentative de rééquilibrage stratégique au sein de la droite. Avec en point de mire l'échéance présidentielle de 2007, et l'ambition personnelle d'un homme qui est candidat à toutes les élections depuis 5 ans (tête de liste aux élections européennes de 1999, candidat à l'élection présidentielle de 2002, candidat aux élections régionales de 2004).